

bibliothèque
de la législature
du québec

bulletin

Vol. 7, no. 2
Septembre 1976



BIBLIOTHEQUE DE LA LEGISLATURE

BULLETIN TRIMESTRIEL

vol. 7, no 2
(Septembre 1976)



Gouvernement du Québec
Assemblée Nationale

Dépôt légal
Bibliothèque Nationale du Québec
3e trimestre, septembre 1976

Avant-propos

Dans ce bulletin, vous trouverez, des listes sélectives de publications et d'ouvrages reçus à la Bibliothèque; au surplus, une petite chronique qui fait mention de certains documents d'actualité et qui se continuera dans les publications ultérieures.

Par exception, nous présentons un article sur le Bureau d'accueil et d'information de l'Assemblée nationale préparé par Mlle Francine Barry.

Je profite de l'occasion qui m'est fournie pour souhaiter la bienvenue au nouveau responsable du service du catalogue à la Bibliothèque de la Législature. Ancien directeur de la Bibliothèque du collège de Ste-Anne de la Pocatière, M. Réal-Léonce Lévesque, bibliothécaire, a été responsable de l'édition canadienne de la traduction française de la 17^e édition de la classification Dewey et animateur de la 18^e édition réalisée par le groupe lyonnais de classification et la Bibliothèque du collège de Ste-Anne de la Pocatière. Sa réputation n'est plus à faire et nous sommes heureux de sa venue parmi nous.

Jacques Prémont
Directeur de la Bibliothèque de la
Législature du Québec

TABLE DES MATIERES

pages

Avant-propos.	III
Table des matières.	v
Chronique: Nouveaux abonnements - Documents d'actualité	1
Le Bureau d'accueil et d'information de l'Assemblée Nationale par Francine Barry.	5
Liste sélective de publications gouvernementales reçues récemment à la Bibliothèque	13 -
Liste annotée d'ouvrages récemment catalogués par Russell Ducasse	41

CHRONIQUE

Nouveaux abonnements

Parmi les nouveaux abonnements de la Bibliothèque, nous signalons la Revue internationale de la vérification des comptes publics et legislative studies quarterly. La RIVCP est publiée sous l'égide de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques. La Revue a commencé à paraître en janvier 1974 en anglais et en espagnol. L'édition en français existe depuis janvier 1975. "Publiée à tous les trois mois, la Revue se veut d'améliorer les communications entre les vérificateurs des comptes publics de tous les coins du monde et d'être un instrument permettant la discussion de principes, normes, méthodes et buts de la vérification des comptes publics et d'autres sujets ayant trait au contrôle financier et administratif des opérations et programmes gouvernementaux" (Message du Rédacteur, E.H. torse).

Legislative studies quarterly est une revue internationale publiée par le Comparative Legislative Research Center of the university of Iowa. Le premier numéro de LSQ est paru en février 1976. Le but de cette revue est de faire connaître les travaux érudits sur les parlements et les législatures, leurs liens avec d'autres

institutions politiques, leurs fonctions dans le système politique et les activités de leurs membres dans et hors du cadre institutionnel.

Jean-Luc Fortin

Documents d'actualité

La Bibliothèque vient de recevoir les documents suivants:

- Housing and rent control in British Columbia/a report prepared by the Inter-Departmental Study Team on Housing and Rents. Vancouver, October 1975.
- ISSUES in government expenditure growth/D.A.L. Auld. Montreal: CD. Howe Research Institute, 1976.
- Landlords and tenants in danger: rent control in Canada/prepared by S.W. Hamilton and David Baxter. Winnipeg: Appraisal Institute of Canada, October 1975.
- A model land development code/American Law Institute. Philadelphia, April 1975.
- Préparation du 7e Plan. Rapport du Comité de la consommation/Commissariat Général du Plan. Paris: La Documentation française, 1976.
- Price stability and full employment: a neo-Keynesian policy for growth without inflation/ R.A. Rayman. London: PEP, October 1975.
- Questions d'ordre politique soulevées par la protection des données et des libertés individuelles; principes et perspectives. Paris: O.C.D.E., 1976.
- Rapport de la Commission de l'énergie sur les orientations de la politique énergétique/Ministère de l'Industrie et de la Recherche et Commissariat Général du Plan. Paris, juillet 1975.

- *• Réforme du financement du logement/rapport de la Commission d'étude...présidée par Raymond Barre. Paris: La Documentation française, 1976.
- *- The use and health hazard of mercury in Saskatchewan/ Florence Fehr and C.A.R, Dennis. Regina: The Prairie Institute of Environmental Health, June 1975.
- *- Vers des politiques réalistes de la communication/John A.R. Lee. Paris: Unesco, 1976.
- *- Wage determination in industry/W.W. Daniel. London: PEP, June 1976.

LE BUREAU D'ACCUEIL ET D'INFORMATION
DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Francine Barry
Agent de recherche

Le Bureau d'accueil et d'information de l'Assemblée nationale, créé en 1975, relève directement du Cabinet du Président. La sous-commission de l'information, rattachée à la commission de l'Assemblée nationale, peut en outre être appelée à se pencher sur des projets d'envergure émanant du Bureau d'accueil; cette sous-commission n'a cependant qu'un rôle consultatif auprès du Président.

Les objectifs premiers du Bureau d'accueil et d'information sont l'accueil des visiteurs à l'Assemblée nationale, la diffusion de l'information concernant quelque aspect que ce soit de la vie et de l'histoire parlementaires québécoises et enfin la mise en valeur des oeuvres d'art et d'architecture que recèlent les édifices du Parlement.

1- Accueil

Jusqu'à la création du Bureau d'accueil, tout le secteur de l'accueil relevait du Bureau du Sergent d'armes. Dès la prise en charge de ce secteur, le Bureau d'accueil procéda à une réorganisation qui visait d'une part une plus grande personnalisation du service et d'autre part une amélioration de la qualité des services.

L'inscription des visiteurs de l'Assemblée nationale est effectuée par une équipe d'hôtes en poste dans le hall de l'entrée principale. Le réaménagement de la table à l'entrée, le rajeunissement de la tenue vestimentaire des hôtes, la préparation d'un macaron identifiant l'Assemblée nationale et remis aux visiteurs, l'assouplissement des mesures de sécurité sont autant de mesures instaurées pour personnaliser davantage l'accueil des visiteurs.

Le service des visites avec guides offert aux groupes et individus qui en font la demande a connu lui aussi quelques modifications en vue de le rendre plus professionnel. Ainsi le contenu des visites a été élaboré en tenant compte de la double réalité de l'Assemblée nationale: une institution parlementaire et un ensemble architectural. Afin d'adapter le service des visites à la population visée, une analyse des caractéristiques de cette population fut effectuée; il fut alors établi que 50% des visiteurs viennent du Québec alors que 30% viennent des autres provinces du Canada, 18% des Etats-Unis et 2% des autres pays. Les périodes d'achalandage furent en outre clairement identifiées. Un registre des inscriptions et des visites est tenu à jour afin d'établir des statistiques sur l'origine et la destination des visiteurs de l'Assemblée nationale.

Enfin, la réorganisation du secteur de l'accueil a conduit S l'ouverture d'un comptoir de vente où sont offertes des publications gouvernementales d'intérêt général sur le Québec, et plus particulièrement sur la vie politique et culturelle, des publications parlementaires, des reproductions de gravures, des affiches, cartes postales et diapositives de l'Assemblée nationale, une médaille de bronze frappée à l'effigie de Jean-Antoine Panet, et enfin, les principaux quotidiens. La création d'un tel comptoir de vente répond a l'objectif du Bureau d'accueil et d'information de rejoindre un plus vaste éventail de population par une publicité diversifiée sur l'Assemblée nationale.

2- Recherche et information

Une deuxième vocation essentielle du Bureau d'accueil et d'information consiste dans la recherche et la diffusion de l'information; cette vocation vise à combler une lacune évidente au niveau des outils dont dispose le public pour connaître l'institution qui est à la base de son organisation politique.

Cet objectif peut et doit être rempli de multiples façons. Ainsi, le Bureau d'accueil et d'information répond S toute demande d'information, téléphonique ou écrite, portant sur l'un ou l'autre aspect de la vie parlementaire québécoise. S'il n'est

pas en mesure de répondre adéquatement, il voit à acheminer la demande au service concerné ou le plus apte à y répondre. Dans le même esprit, l'équipe de recherchistes prête l'occasion son assistance à des personnes effectuant des recherches plus élaborées sur l'Assemblée nationale ou sur le parlementarisme québécois.

Le Bureau d'accueil et d'information a en outre entrepris la publication de brochures regroupées dans la collection "Vie parlementaire", destinée à mieux faire connaître la réalité parlementaire présente et passée. Les deux premières brochures de cette collection, actuellement sous presse, porteront l'une sur l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée nationale et l'autre sur les publications parlementaires depuis l'avènement du parlementarisme au Québec.* Des recherches actuellement en cours sur les édifices parlementaires devraient aboutir à la publication d'une autre brochure dans cette collection, de même qu'un lexique du vocabulaire parlementaire.

Dans la perspective d'une diversification des modes d'information, le Bureau d'accueil et d'information a prêté son concours à la réalisation d'un film sur l'Assemblée nationale qui viendra compléter la visite offerte aux visiteurs et servira éventuellement de matériel didactique dans le cadre de séminaires offerts aux établissements d'enseignement.

* Les brochures mentionnées sont maintenant disponibles.

Enfin, un répertoire législatif dans lequel seront décrits les services de l'Assemblée nationale, les fonctions parlementaires et le processus législatif est actuellement préparé par le Bureau d'accueil et d'information et sera publié dans la collection "L'Etat et le citoyen". Ce répertoire vise *avant* tout à faciliter aux citoyens l'accès aux diverses sources de renseignements sur l'Assemblée nationale.

3- Mise en valeur de l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale n'est pas qu'une institution parlementaire; c'est aussi un ensemble architectural de près d'un siècle qu'il faut conserver et mettre en valeur. C'est dans cette perspective que le Bureau d'accueil et d'information a entrepris de faire un inventaire des oeuvres d'art, des antiquités et des documents précieux dispersés un peu partout dans l'édifice. Un tel inventaire constitue l'étape préalable indispensable à la mise en valeur de tels objets. La création récente d'un musée à l'Assemblée nationale vient concrétiser cet effort. Le musée a ~~comme~~ vocation première de rassembler et de présenter au public des objets et documents d'une valeur symbolique ou historique rattachés aux traditions parlementaires ou évoquant le souvenir des parlementaires d'autrefois. L'objectif de mise en valeur des édifices du Parlement se réalisera enfin par l'instauration d'une véritable politique

de restauration et le réaménagement de la galerie de portraits des orateurs.

4- Mandats spéciaux

Le Bureau d'accueil et d'information est enfin appelé à remplir tout mandat que lui confie le Président de l'Assemblée nationale. Ainsi il s'est vu confier le dossier des "envois sans adresse"; il s'agit d'élaborer, d'implanter et de coordonner un service qui sera offert à tous les députés de l'Assemblée nationale et qui consiste en la possibilité pour ces derniers de faire parvenir à tous leurs électeurs, deux fois par année, un message d'information sur leur travail parlementaire. Ce service vise à offrir aux députés de l'Assemblée nationale du Québec un privilège dont jouissent déjà leurs homologues fédéraux et ontariens et à promouvoir une plus grande diffusion du travail parlementaire des députés.

Le Bureau d'accueil et d'information a en outre été chargé de préparer un premier rapport annuel de l'Assemblée nationale à partir duquel on pourra établir une procédure et un modèle permettant de publier annuellement un tel rapport.

LISTE SELECTIVE DE PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES
REÇUES RECEMMENT A LA BIBLIOTHEQUE

compilée par

Jean-Luc Fortin
avec la collaboration de
Johanne Labbé

NOTE

Les publications sont groupées selon l'origine dans l'ordre suivant: I- Canada; II- Etats-Unis; III- France. Les publications du Québec ont été omises, celles-ci étant normalement connues de la majorité des lecteurs de ce bulletin. Les annotations mises entre guillemets ont été extraites des ouvrages eux-mêmes, à moins d'indication contraire. Les notices ne sont pas répétées dans le cas des ouvrages couvrant plus d'un sujet. Un index à la fin du présent numéro permet de retrouver tous les sujets traités dans les ouvrages signalés.

I

CANADA

AVANTAGES-COÛTS

1. CANADA CONSEIL DU TRESOR. Guide de l'analyse avantages-coûts. Ottawa: Information Canada, 1976. 80p. BT35-2
 "Ce guide a pour but d'exposer le cadre analytique sous-jacent à l'analyse avantages-coûts en fournissant un ensemble cohérent de concepts, de définitions et d'hypothèses. Il décrit le fondement de l'analyse avantages-coûts, ainsi que ses emplois et ses limites"....

COMMERCE ET REGIME FISCAL

2. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA. Le régime fiscal et le commerce canadien/par J.R. Melvin. Ottawa: Information Canada, 1976. 187p. EC22-37
 "L'objet de la présente étude est d'examiner les répercussions du régime fiscal canadien sur le mode d'échanges du pays. Il existe déjà une certaine documentation relative aux répercussions des impôts sur le commerce, mais aucune analyse complète et détaillée des divers types d'impôts et de leurs conséquences possibles sur le commerce canadien ne semble avoir été faite."

COMMERCE EXTERIEUR

3. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA. Analyse intersectorielle du contenu en facteurs de production du commerce canadien/par Harry H. Postner. Ottawa: Information Canada, 1975. 206p. EC22-32
 "Le but principal de la présente étude est de présenter le commerce international canadien sous un jour quelque peu différent. Le volume des biens et services exportés est transformé en facteurs de production requis pour le fabriquer. Les facteurs de production comprennent l'éducation et les ressources naturelles, ainsi que la main-d'œuvre et le capital physique. L'un des objectifs de la présente étude est de fournir une analyse du contenu en facteurs de production du commerce international canadien qui pourrait étayer et clarifier les discussions relatives à la politique commerciale".

DEVELOPPEMENT REGIONAL - Québec (Prov.)

4. CANADA. MINISTRE DE L'EXPANSION ECONOMIQUE REGIONALE. Perspectives de développement: la région du Québec. Ottawa, 1976. 29p.

"L'étude comprend trois sections. La première offre une synthèse et un aperçu sommaire des perspectives de développement d'une province. La deuxième section met en lumière les principaux aspects de la situation économique québécoise concernant le processus de développement. La troisième section identifie certaines possibilités de développement".

DIVORCE

5. COMMISSION DE REFORME DU DROIT DU CANADA. Etudes sur le divorce. Ottawa: Approvisionnements et services Canada, 1976. 215p. J32-4/8

Contient deux études: une sur la réforme des motifs de divorce et sur la procédure de divorce; l'autre sur les enfants d'époux en instance de divorce.

DROIT DE LA FAMILLE

6. COMMISSION DE REFORME DU DROIT DU CANADA. Droit de la famille. Ottawa: Information Canada, 1976. IX, 79p. J31-20/1976

"Ce rapport propose une nouvelle façon d'aborder les problèmes économiques, émotifs et les problèmes de comportement qui surgissent dans le cadre familial. L'ensemble des modifications au droit de fond et à la procédure que proposent les chapitres suivants, constitue une nouvelle philosophie du droit de la famille".

EMPLOI

7. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA. Aspects régionaux de l'évolution de l'emploi au Canada par Fernand Martin. Ottawa: Information Canada, 1975. 114p. EC22-39

"La présente étude se veut une perspective régionale de l'évolution de la structure industrielle canadienne au cours de la période 1961-1970. Son principal objectif est de décrire et d'évaluer les performances des diverses régions dans leur participation aux changements structurels de l'emploi au Canada durant la période retenue. Elle peut également être considérée comme une source de données sur l'emploi des différentes régions pour les années 1961 et 1970".

EXPROPRIATION

8. COMMISSION CE REFORME DU DROIT DU CANADA. Rapport sur l'expropriation. Ottawa: Information Canada, 1976. X, 40p. J31-17/1976

Les éléments d'un juste droit de l'expropriation. Qui devrait pouvoir exproprier? Le stade de l'expropriation proprement dite, le stade consécutif à l'expropriation; les techniques de l'acquisition foncière.

FEMMES EN POLITIQUE

9. BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU CANADA. Women in Federal politics: a bio-bibliography. Les faunes au Fédéral: une bio-bibliographie. Ottawa, 1975. 81p. SN

"Cette bio-bibliographie se veut une esquisse biographique" des femmes qui furent élues sénateurs et députés au Parlement. "Les esquisses font également état des principales préoccupations du sénateur ou député d'après l'index du Compte-rendu officiel des débats" et dresse une liste des publications de chacune, s'il y a lieu.

G.R.C.

10. COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES PLAINTES DU PUBLIC, LA DISCIPLINE INTERNE ET LE REGLEMENT DES GRIEFS AD SEIN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA. Rapport/René J. Marin, Président. Ottawa: Solliciteur Général du Canada, 1976. 231p. JS22-34/1976F

"Cette commission d'enquête a été créée pour faire enquête et rapport sur l'état et la gestion de la partie des affaires du Ministère du Solliciteur Général se rattachant à la façon dont on traite actuellement les plaintes déposées par le public contre des membres de la Gendarmerie royale du Canada; et à la question de savoir s'il y aurait lieu de réviser les lois, lignes de conduite, règlements, directives et règles actuels relatifs à la discipline et à la procédure applicable aux griefs au sein de la Gendarmerie royale du Canada".

INDIENS DU CANADA

11. CANADA. COMMISSION D'ETUDE DES REVENDICATIONS DES INDIENS. Centre de documentation et d'aide à la recherche. Indians claims in Canada. Revendications des Indiens--au Canada. Ottawa: Information Canada, 1975. 278p. RC31-1/1975

"Lorsqu'il entreprend d'étudier les revendications des Indiens, Métis et Inuit, le chercheur se heurte à de sérieuses difficultés d'accès aux documents indispensables, qu'ils aient ou non été publiés. C'est afin de lui faciliter la tâche que la Commission d'étude des revendications des Indiens a créé, à Ottawa, un Centre de documentation et d'aide à la recherche.

La bibliothèque du Centre dispose d'une importante collection de livres, d'articles, de revues, de pièces de procédures, de manuscrits, d'index, d'enregistrements et de cartes.

Guide pratique, la présente bibliographie signale une bonne partie des documents disponibles. L'exposé préliminaire qui l'accompagne cherche à donner au lecteur

un aperçu de la nature des revendications indiennes au Canada et des tentatives qui ont été faites pour y satisfaire".

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

12. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA. L'instabilité de l'industrie canadienne de la construction/par Ludwig Auer. Ottawa, 1975. 183p. EC22-31

"La présente étude décrit la croissance et l'instabilité de la construction dans le cadre de l'économie en général; identifie les principales sources d'instabilité, souligne l'incidence de l'instabilité de la construction sur les autres secteurs de l'économie, en précise les aspects régionaux et évalue les effets potentiels de certaines mesures de stabilisation prises par le passé ainsi que des mesures à venir".

13. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA. La main-d'oeuvre de la construction/par R.A. Jenness. Ottawa, 1975. X,154p. EC22-36

Situation de l'emploi et du chômage de la main-d'oeuvre de la construction; les sources et l'offre de main-d'oeuvre qualifiée; salaires et productivité; sécurité du revenu.

14. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA. Les pouvoirs publics et l'instabilité de la construction/par N.M. Swan. Ottawa, 1975. 111p. EC22-33

"La présente étude a deux objectifs principaux: premièrement, évaluer l'incidence des programmes et des actions des trois paliers de gouvernement sur l'industrie de la construction, et, en second lieu, préparer le chapitre consacré aux recommandations de politiques dans le rapport du Conseil".

MARCHE DU TRAVAIL

15. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA. Des travailleurs et des emplois; une étude du marché du travail au Canada. Ottawa: Information Canada, 1976. 305p.

"En définissant la portée de l'étude, les membres du Conseil ont convenu que la recherche devait être axée sur le thème de la dynamique du marché du travail et que l'étude devait comprendre un examen de la structure et des caractéristiques, tant de la population active que du chômage ces dernières années, une analyse de l'effet de certains programmes et politiques de l'Etat sur les décisions individuelles ou collectives de travailler ou non, ainsi qu'une étude des rouages du marché du travail, y compris la façon dont les déséquilibres entre l'offre et la demande de certaines catégories de travailleurs peuvent se produire et se corriger."

MULTICULTURALISME

16. CONSEIL CONSULTATIF CANADIEN DU MULTICULTURALISME. Le multiculturalisme comme politique d'Etat. Rapport de la deuxième conférence canadienne sur le multiculturalisme, Centre de conférences du Gouvernement, Ottawa, 13-15 février 1976. Ottawa: Information Canada, 1976. 219p. S2-35/1976F

Le point de vue des francophones et des anglophones sur le multiculturalisme; le point de vue des Indiens. Quelques documents sur les langues non officielles et sur les attitudes des groupes majoritaires.

NORD CANADIEN

17. CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA. Développaient économique du Nord canadien et mécanismes de prospective technologique/par Robert F. Keith (et autres). Ottawa: Information Canada, 1976. 240p. (Etude: no 34) SS21-1/34F

"Le présent rapport rappelle le déroulement des actions de recherche des hydro-carbures dans la région du Delta du Mackenzie, de la Mer de Beaufort et de l'Archipel arctique". Les auteurs effectuent une classification des groupes sociaux touchés par ces actions et analysent les effets des décisions réglementaires, politiques, juridiques et économiques qui ont été prises.

POLITIQUE DE L'ÉNERGIE

18. CANADA. MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES. Une stratégie de l'énergie pour le Canada: politique d'autonomie. Ottawa: Approvisionnement et services, 1976. 192p. M27-14/1976-1F

"La présente publication donne un aperçu général de la situation énergétique de l'avenir et trace les grandes lignes de la stratégie adoptée par le Gouvernement canadien pour y faire face. Elle traite principalement du pétrole et du gaz naturel, lesquels comptent actuellement pour environ 65% de la consommation d'énergie au Canada et demeureront la source d'énergie la plus importante au cours des 15 prochaines années".

PORTS

19. CANADA. MINISTÈRE DE L'ÉTAT AUX AFFAIRES URBAINES. Le réaménagement portuaire au Canada/par Brian Slack. Ottawa: Information Canada, 1975. 48p. SU32-4/1975 2F

"Prenant le port de Montréal à titre d'exemple, l'auteur tente d'établir les critères pour évaluer l'aspect fonctionnel des diverses installations portuaires. Ces critères serviront à déterminer les zones portuaires susceptibles de réaménagement. L'auteur évalue ensuite l'effet du réaménagement prévu sur le fonctionnement du port même et sur l'activité économique de la ville de Montréal".

POURSUITES PENALES

20. COMMISSION DE REFORME DU DROIT DU CANADA. Les poursuites pénales: responsabilité politique ou judiciaire (Procédure pénale). Ottawa: Information Canada, 1976. VIII, 66p. (Document de travail; 15) J32-1/15

"Le présent document porte... sur le pouvoir de choisir ou de diriger les procédures qui ont une influence déterminante sur le déroulement d'une affaire pénale". L'accent est mis sur le partage des champs de responsabilité entre la Couronne et le pouvoir judiciaire.

PROTECTIONNISME

21. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA. Protection effective et rendement du capital/par Bruce W. Wilkinson et Ken Norrie. Ottawa: Information Canada, 1975. 110p. EC22-29

"La présente étude apporte des connaissances supplémentaires sur le régime de protection canadien. Elle met l'accent sur les taux effectifs calculés comme réduction proportionnelle de valeur ajoutée en cas de suppression des tarifs; tel est, en effet, le concept le plus utile aux fins actuelles de la politique économique".

URBANISATION

22. CANADA. MINISTERE D'ETAT AUX AFFAIRES URBAINES. Le Programme canadien d'innovation urbaine. Ottawa: Information Canada, 1975. 31p. SU31-13/1975

"Cette brochure comporte une description détaillée du programme, des critères de sélection des projets ainsi que de la présentation à observer dans l'établissement des propositions."

II

ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE

23. ETATS-UNIS. SENATE. Select Committee on Small Business. Will the family farm survive in America? Part I: Federal reclamation policy. July 1975. 94-1. 182p. S721-2 {microfiches}

Examine les effets de la législation, des politiques et de l'administration fédérales sur la survivance des petites fermes familiales. Ce premier volume s'attarde particulièrement sur l'impact du programme d'irrigation du Bureau of Reclamation dans le Westlands Water District en Californie.

ASSURANCE AUTOMOBILE

24. ETATS-UNIS. HOUSE OF REPRESENTATIVES. Committee on Interstate and Foreign Commerce. No-fault motor vehicle insurance. June, July 1975. 94-1. 908p. H501-10⁷ (microfiches)

"Hearing before the Subcommittee on Consumer Protection and Finance".

Discussions sur divers projets de loi tous intitulés the "National No-Fault Motor Vehicle Insurance Act". Examine les expériences de "no-fault System" dans différents états américains.

DELINQUANCE JUVENILE - Législation

25. ETATS-UNIS. DEPARTMENT OF HEALTH, EDUCATION AND WELFARE. Office of Human Development. Model acts for family courts and state-local children's programs/prepared by William H. Sheridan and Herbert Wilton Beaser. Washington, D.C.: Department of Health, Education, and Welfare, Office of Human Development, Office of Youth Development, (1975?) 81p. (Publication no. OHD/OYD75-26041)

Le but de ce guide est de favoriser le développement d'une législation uniforme et intégrée en matière de

délinquance juvénile. Partie I: "Suggested legislative language for drafting a Family Court Act". Partie II: Titre A: "Suggested legislative language for drafting an Act authorizing a State-administered program for the prevention and treatment of delinquency and neglect". Titre B: "Suggested legislative language for drafting an Act authorizing combined State and local programs for the prevention and treatment of delinquency and neglect".

ENERGIE

26. ETATS-UNIS. FEDERAL ENERGY ADMINISTRATION. National energy outlook. Washington, D.C. : Federal Energy Administration, 1976. pagination multiple. (FEA/N/75/713)

Ce rapport évalue les alternatives de la politique énergétique des Etats-Unis. Les prévisions jusqu'à 1990 sont basées sur des modèles que la FEA a développés et éprouvés durant les deux dernières années.

FORMATION PROFESSIONNELLE

27. ETATS-UNIS. HOUSE OF REPRESENTATIVES. Committee on Education and Labor. Vocational and occupational education. Feb., Mar., Apr., May, June 1975. 94-1. 2v. (1738p.) H341-4, H341-8 (microfiches)

"Hearings before the Subcommittee on Elementary, Secondary, and Vocational Education to review vocational, occupational, and career education programs".

Quel est le rôle de l'aide fédérale dans la formation professionnelle? Le point de vue du Fédéral, des Gouvernements des états, des autorités municipales et des associations. Les programmes de l'enseignement professionnel et technique au Minnesota, en Ohio, au New Jersey, au Connecticut, au Nebraska, en Caroline du Nord et du Sud, en Oklahoma, à Cleveland, etc...

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

28. ETATS-UNIS. HOUSE OF REPRESENTATIVES. Committee on Education and Labor. Construction Industry Collective Bargaining Act of 1975. Sept. 1975. 94-1. 80p. H341-14 (microfiches)

"Hearing on the Construction Industry Collective Bargaining Act of 1975, to establish a Construction Industry Collective Bargaining Committee composed of representatives from labor, management and Government, and procedures for the resolution of labor-management disputes and for overall consideration of construction industry problems". (C.I.S. abstracts)

LEGISLATION ELECTORALE

29. ETATS-UNIS. CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE. American Law Division. Federal-state election law survey: an analysis of state legislation, federal legislation and judicial decisions/prepared for Federal Election Commission by American Law Division of the Congressional Research Service, Library of Congress. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975. 380p.

Cette compilation rassemble les principales législations électorales du Fédéral et des états, et analyse une variété de décisions en matière électorale émanant de la Cour Suprême, des cours fédérales ou des tribunaux des états.

PERSONNES AGEES

30. ETATS-UNIS. FEDERAL COUNCIL ON THE AGING. The impact of the tax structure on the elderly. Washington, D.C.: Washington, D.C.: Department of Health, Education, and Welfare, 1976. 119p. (DHEW Publication no OHD76-20954)

Ce rapport décrit et analyse les différents impôts qui affectent les personnes âgées et contient les recommandations du Federal Council on the Aging à l'adresse du Président et du Congrès, et aux gouverneurs et législatures des états.

31. ETATS-UNIS. FEDERAL COUNCIL ON THE AGING. The interrelationships of benefit programs for the elderly. Washington, D.C.: Department of Health, Education, and Welfare, 1976. 4 vols. (DHEW publications nos OHD 76-20950, 20951, 20952, 20953)

L'objectif de cette étude est de rassembler de l'information sur les programmes en faveur des personnes âgées et de faire des recommandations concernant les effets des inter-relations entre les programmes en faveur des personnes âgées. Les recommandations sont contenues dans le volume 1. Les trois autres volumes constituent des appendices et sont intitulés ainsi: Appendix I, Handbook of Federal programs benefiting older Americans; Appendix II, Programs for older Americans in four states: a case study of Federal, State and local benefit programs; Appendix III, The combined impact of selected benefit programs on older Americans: a TRIM analysis.

32. ETATS-UNIS. HOUSE OF REPRESENTATIVES. Committee on Aging. Government response to the elderly. Introduction to the Administration on Aging. Sept. 24, 1975. 94-1. 77p. H141-3 (microfiches)

Description des fonctions et de l'organisation de l'AoA, incluant un aperçu des services infirmiers fournis aux personnes âgées. Rôle des bureaux régionaux et programmes dans les régions rurales. Programme général de l'AoA et message spécial du Président.

33. ETATS-UNIS. SENATE. Committee on Labor and Public Welfare. Legislation to extend the Older Americans Act, 1975. Mar., Apr. 1975. 94-1. 1002p. S541-1 (microfiches)

"Hearings before the Subcommittee on Aging". La santé, le transport, l'emploi et les programmes pour les personnes âgées; le rôle des villes dans les programmes pour les personnes âgées.

SOLS - Utilisation

34. ETATS-UNIS. DEPARTMENT OF AGRICULTURE. Committee on Land Use. Recommendations on prime lands/prepared at the Seminar on the Retention of Prime Lands, July 16-17, 1975. Washington, D.C.: Department of Agriculture, s.d. 54p.

Les recommandations des groupes de travail du Séminaire sont à l'adresse du USDA et portent sur la politique des terres agricoles, la coordination intergouvernementale et inter-agences, les programmes du Ministère fédéral, les actions des états, la recherche, l'inventaire des sols, l'éducation et l'information.

SUBSTANCES TOXIQUES - Contrôle

35. ETATS-UNIS. HOUSE OF REPRESENTATIVES. Committee on Interstate and Foreign Commerce. TOXIC substances control Act, June, July 1975. 94-1. 482p. H501-4 (microfiches)

"Hearings before the Subcommittee on Consumer Protection and Finance".

Quelques exemples des effets néfastes de la pollution par les substances chimiques toxiques. Nécessité d'établir des lois et règlements sur la mise en marché et l'utilisation des substances toxiques.

VIE PRIVÉE - Protection

36. ETATS-UNIS. OFFICE OF THE FEDERAL REGISTER. Protecting your right to privacy. Digest of Systems records, Agency rules, research aids. Washington, D.C.: Office of the Federal Register, National Archives and Records Service, General Services Administration, (1976). 737p.

Dans sa première partie, cet ouvrage contient les descriptions de tous les fichiers de renseignements du Gouvernement américain. Le classement est alphabétique par ministère. La deuxième partie expose les règles

suivies par chaque agence ou organisme lorsqu'un individu veut obtenir de l'information contenue dans leurs fichiers . La troisième partie contient le texte intégral du "Privacy Act of 1974", une table de référence à tous les autres textes législatifs se greffant sur cette loi et une liste des abréviations couramment utilisées pour désigner les agences gouvernementales.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

37. FRANCE. ASSEMBLEE NATIONALE. Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail/ présenté par M. Michel Durafour, "Ministère du Travail. Paris: Imprimerie de l'Assemblée Nationale, 1976. 31p. (Constitution du 4 oct. 1958: 5e législature: 2e session ordinaire de 1975-1976; no 2209). Annexe au procès-verbal de la séance du 22 avril 1976.

Ce projet de loi envisage trois actions de nature à améliorer la sécurité sur les lieux du travail: 1) d'abord faire bénéficier chaque salarié d'une formation destinée à l'informer des risques inhérents à sa tâche et des moyens mis en oeuvre pour assurer sa protection; 2) "intégrer la sécurité dès la conception des immeubles, des chantiers et des matériels et au stade de la fabrication des produits"; 3) possibilités d'interdire l'emploi de substances et préparations susceptibles de porter atteinte à la santé des travailleurs.

38. FRANCE. ASSEMBLEE NATIONALE. Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales. Rapport sur le projet de loi (no 2209) relatif au développement de la prévention des accidents du travail.

Annexe au procès-verbal de la séance du 5 mai 1976.

Le rapport est divisé en deux parties: 1) Les données du problème 2) Examen du projet de loi. Les titres de la première partie sont les suivants:

1. Bilan des accidents du travail
2. Le problème spécifique des accidents du travail en agriculture.

39. GODARD (Odile). Les accidents du travail en France. Paris: La Documentation française, 1976. 104p. (Notes et études documentaires; nos 4257-4258-4259) 054.1 N911

Après un rappel historique, l'auteur analyse les trois principaux aspects de la situation actuelle des accidents du travail: 1) leur impact sur la vie de la

collectivité toute entière, par exemple, les coûts directs et indirects engendrés par les accidents du travail; 2) "un autre aspect, à la fois plus concret et plus technique, concerne la vie de l'entreprise et les différentes exigences qu'impose l'impératif de sécurité dans le travail; 3) enfin, la situation du travailleur lui-même, lorsque l'accident se produit, est appréciée au regard du régime de protection sociale mis en place". En conclusion, l'auteur "recense les différents problèmes qui demeurent posés tant sur le plan de la réparation qu'en matière de prévention". L'étude comporte en annexe plusieurs documents dont des tableaux sur les accidents du travail en Allemagne fédérale, en Belgique, au Royaume-Uni, en Suède, au Danemark, aux Etats-Unis, au Luxembourg, en Italie et aux Pays-Bas.

ENERGIE ET ENVIRONNEMENT

40. FRANCE GROUPE INTERMINISTERIEL D'EVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT. Rapport sur les relations entre le secteur de l'énergie et l'environnement dans une perspective à long terme. Paris: La Documentation française, 1975, c 1974. 579p. (Environnement: no 35) 301.3108 E61/35

Le Groupe interministériel, créé en juin 1972, avait pour mission: 1) "d'orienter les travaux et les recherches en vue de la définition et de la mise en oeuvre d'un système d'information quantitatives sur les phénomènes physiques, sociaux et économiques liés à l'environnement, et sur leurs interdépendances; 2) de préparer pour le Gouvernement un rapport annuel sur l'état de ces travaux et sur les programmes prévus pour l'année suivante; 3) d'harmoniser les travaux des divers ministères ou services intéressés sur les points suivants: évaluation des nuisances, de leurs conséquences à moyen et long terme et de leur coût pour la nation; mesures de dépenses effectuées par l'Etat, les collectivités locales, les entreprises publiques ou privées et les ménages pour la lutte contre les nuisances et l'amélioration de l'environnement; 4) de proposer au Gouvernement la mise en place de méthodes d'analyse et de procédures destinées à assurer une meilleure évaluation des dépenses et une meilleure utilisation des ressources consacrées à la lutte contre les nuisances et à l'amélioration du cadre de vie..."

Les travaux du Groupe furent terminés à l'automne de 1973, juste avant le déclenchement de la crise pétrolière. Cette circonstance amoindrit l'actualité du rapport mais n'infirme pas les évolutions prévues, elle ne fait qu'accélérer l'évolution

FORMATION PROFESSIONNELLE - Allemagne (R.D.)

41. FRANCE. SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT. Direction de la Documentation. La politique de l'éducation et de l'emploi en R.D.A./dossier constitué par Annick Briancón. Paris: La Documentation française, 1976. 46p. (Problèmes politiques et sociaux; no 282)

Ce dossier est constitué d'articles de différents auteurs qui traitent du système d'enseignement, de la formation professionnelle et de la liaison école-industrie. La particularité du système éducatif est son adaptation aux besoins de l'industrie. On trouve en annexe des extraits de la "Loi sur l'enseignement socialiste en R.D.A."

PARLEMENTS

42. FRANCE. SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT. Direction de la Documentation. Les parlements aujourd'hui/réalisé sous la direction de Marguerite Boucher. Paris: La Documentation française, 1976. 64p. (Cahiers français; no 174)

Ce cahier est constitué de contributions de différents auteurs.

- Les parlements aujourd'hui: mythes et réalités/Jean-LUC Parodi
- Le Parlement britannique/Monica Chariot
- Le Congrès américain/Marie-France Toinet
- Le Parlement français/Hubert Thierry et Michel Couderc
- Le Parlement et la constitution de la Vie République/textes de Georges Vedel et autres
- La Réforme du Parlement français/textes de Edgar Faure et autres
- L'évolution des Secondes Chambres/Dominique Rémy
- L'opposition parlementaire/Jean-Claude Colliard

- Les parlementaires/Colette Ismal

On trouve dans le dernier article quelques données sur la "condition matérielle" des parlementaires français. Le cahier contient en supplément les notices suivantes (chaque notice comporte 4 pages de texte):

1. Le Parlement italien/Geneviève Bibes
2. Le Parlement de la R.F.A./Henri Ménudier
3. Les parlements dans les états socialistes/Patrice Gélard
4. Radioscopie du Parlement français/Marguerite Boucher
5. Histoire d'une loi/Alain Brouillet
6. Modes de scrutin comparés/Jérôme Joffré
7. Les modes de scrutin en France/Jérôme Joffré
8. Les sondages/Nonna Mayer.

PARTIS POLITIQUES - Financement

43. FRANCE. ASSEMBLEE NATIONALE. Proposition de loi relative au financement des partis politiques et des élections en France. Paris: Imprimerie de l'Assemblée Nationale, 1976. 7p. (Constitution du 4 octobre 1958: 5e législature: 2e session ordinaire de 1975-1976; no 228) Annexe au procès-verbal de la séance du 12 mai 1976.

Cette proposition de loi suggère que les partis politiques représentés à l'Assemblée, ou dont les candidats ont obtenu aux dernières élections législatives générales au moins 5% des suffrages exprimés, bénéficient d'une subvention annuelle. Il est aussi proposé un plafond de dépenses individuelles pour les campagnes électorales.

44. FRANCE. ASSEMBLEE NATIONALE. Proposition de loi relative aux ressources des partis politiques et à la propagande électorale/présentée par M. Cabanel, Député. Paris: Imprimerie de l'Assemblée Nationale, 1976. 11p. (Constitution du 4 octobre 1958: 5e législature: 2e session ordinaire de 1975-1976; no 2283).

Cette proposition suggère que les partis et groupements politiques représentés par des groupes parlementaires à l'Assemblée Nationale ou au Sénat, ou qui ont présenté 75 candidats au moins au premier tour de scrutin des dernières élections législatives, bénéficient de subventions

de l'Etat. Il est aussi suggéré un plafond de dépenses de propagande électorale pour chaque candidat.

PERSONNES AGEES

45. FRANCE. COMITE NATIONAL D'INFORMATION DES PERSONNES AGEES. Pour mieux informer les personnes âgées/Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale, Comité national d'information des personnes âgées. 2e édition. Paris: La Documentation française, 1975. XII, 313p. 362.60944 F815

Ce volume réunit tous les renseignements sur les programmes d'aide aux personnes âgées. Le contenu est assez détaillé pour répondre à beaucoup de questions. La retraite des salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture; la retraite complémentaire des salariés non cadres du commerce, de l'industrie et des services; la retraite complémentaire des salariés non cadres de l'agriculture; la Caisse centrale de prévoyance mutuelle agricole; le régime de retraite des cadres; le régime des agents du secteur public et para-public {régimes spéciaux}; le régime des non-salariés; le régime applicable aux rapatriés; les anciens combattants et victimes de guerre. Quelques chapitres sur l'action sociale des organismes sociaux, l'aide sociale aux personnes âgées, l'aide médicale aux personnes âgées, l'aide au logement, l'aide au maintien à domicile et l'aide au maintien à domicile et l'aide aux loisirs.

46. FRANCE. SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT. Direction de la Documentation. Vieillesse et vie sociale/dossier constitué par Anne-Marie Huguet. Paris: La Documentation française, 1976. 63p. (Problèmes politiques et sociaux; no 286)

Ce dossier contient d'abord un "avis" du Conseil économique et social (France) sur la "politique de la vieillesse". Suivent des articles de différents auteurs sur les personnes âgées et la société. Enfin, un groupe d'articles sur la vie semi-collective et collective des personnes âgées. Parmi ces articles, l'un traite des "maisons d'accueil dans les pays socialistes", un autre des "logements spécialement conçus pour les personnes âgées" (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Danemark).

POLITIQUE AGRICOLE - France

47. FRANCE. ASSEMBLEE NATIONALE. Déclaration sur la politique agricole de la France/par M. Christian Bonnet, Ministre de l'Agriculture. Paris: Imprimerie de l'Assemblée Nationale, 1976. 15p. (Constitution du 4 oct. 1958: 5e législature: 2e session ordinaire de 1975-1976; no 2223)

"Une agriculture plus compétitive: tel est le premier objectif du Gouvernement. Des hommes plus sûrs d'eux-mêmes: tel est le second". Les agriculteurs doivent se sentir épaulés par la collectivité nationale.

SECURITE ROUTIERE

48. FRANCE. CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. La sécurité routière. Paris: Les Journaux officiels, 1976. p.381-483. (Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social; session de 1976, no 8)

Le présent rapport a pour but:

- "d'actualiser l'examen des différents aspects de la sécurité routière;
- de décrire les structures administratives l'organisant à tous les niveaux;
- de montrer le mécanisme des inter-actions entre l'homme, le véhicule et la route;
- de dresser le bilan des résultats obtenus, jusqu'ici, grâce aux méthodes, techniques, programmes, réglementation mis en place;
- d'analyser un certain nombre de propositions nouvelles propres à améliorer la sécurité..."

SECURITE SOCIALE

49. FRANCE. DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE. La sécurité sociale en France. Paris: La Documentation française, 1976. 103p. (Les cahiers français; no 172)

Ouvrage conçu à l'occasion du 30e anniversaire du plan français de sécurité sociale. Présentation très agréable avec photos en couleur et tableaux. Les principaux chapitres sont intitulés: La protection de la famille, La protection des personnes âgées, La protection de la santé, L'organisation administrative de la sécurité sociale, Le financement, Le contentieux de la sécurité sociale, La mutualité et les régimes complémentaires, La sécurité sociale et le public, Les perspectives d'évolution.

VIIe PLAN - France

50. FRANCE. ASSEMBLEE NATIONALE. Projet de loi portant approbation du VIIe Plan de développement économique et social/présenté par M. Jacques Chirac, Premier Ministre. Paris: Imprimerie des Journaux officiels, 1976. 149p. (Constitution du 4 oct. 1958: 5e législature: 2e session ordinaire de 1975-1976; no 2346)

L'expose du VIIe Plan (1976-1980) est divisé en deux livres. Livre I: La stratégie du VIIe Plan. Livre II: Les programmes d'action prioritaires. Les principes directeurs du Plan sont: rechercher par priorité le retour au plein-emploi et l'équilibre de la balance des échanges avec l'extérieur, engager certaines actions essentielles tendant à la réduction des inégalités, à l'amélioration de la qualité de la vie et à un meilleur partage des responsabilités.

LISTE ANNOTEE D'OUVRAGES RECEMMENT CATALOGUES

par

Russell Ducasse

ADMINISTRATION

51. HANWELL (Claude). Poser et résoudre les problèmes administratifs. Paris: Les Editions d'organisation, 1975. 143p.

Pour éviter l'augmentation chaque année des charges administratives, il faut d'abord identifier les besoins, les définir, vérifier leur utilité, chiffrer les ressources à consacrer pour les satisfaire.

L'auteur propose une technique pour y parvenir: l'analyse fonctionnelle.

"Cette technique a largement fait les preuves de son efficacité dans l'étude des produits industriels. Adaptée au contexte administratif elle permet d'une part, de concevoir des systèmes simples (...) et, d'autre part, de réduire les coûts administratifs dans des proportions non négligeables". (C.H.)

ARBITRAGE

52. MORIN (Fernand) et BLOUIN (Rodrigue). L'arbitrage des griefs au Québec. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 1975. 397p.

Cette étude porte principalement sur l'arbitrage des griefs effectué dans le cadre du régime établi au code du travail. Pour des fins comparatives, les auteurs considèrent cependant des régimes d'arbitrage applicables à des groupes particuliers de la population active au Québec: les salariés de la construction et les membres de la Sûreté du Québec lesquelles échappent à l'application du code du travail; les policiers et pompiers municipaux, les fonctionnaires et enseignants qui, bien que soumis au régime général, connaissent quelques particularités.

CAMPAGNES ELECTORALES

53. BROWN (James) and SEIB (Philip M.) The Art of politics: electoral strategies and campaign managements Port Washington, N.Y.; Alfred Publishing Co, 1976. 245p.

Plusieurs participants se retrouvent sur la scène politique lors d'une campagne électorale: Les partis politiques, les candidats, les supporters, les groupes d'intérêt. Il y a l'argent aussi qui a son mot à dire dans la mise sur pied d'une stratégie électorale.

Les auteurs évoquent toutes ces questions et expliquent le cheminement et l'organisation des élections à partir des situations récentes du système américain.

CAMPAGNES ELECTORALES - Financement

54. ADMANY (David W) and AGREE (George E.) Political money: A strategy for campaign financing in America. Baltimore and London: John Hopkins University Press, 1975. 242p.

Watergate a révélé les coins obscurs du financement des campagnes électorales américaines. Le congrès ne tarda pas à réagir avec le "Federal Election Campaign Act" de 1974, accepté sans enthousiasme par le Président Ford.

Deux politicologues viennent à leur tour faire un plaidoyer en faveur du mode de financement public des campagnes électorales.

"What the average American will get for committing 75 minutes wages to pay the cost of campaigns is a more competitive and thus more responsive Government, public officials are not beholden for campaign funds to special interest, and a more stable political system strengthened by greater confidence in Government".

CHOIX POLITIQUES

55. ROUX (Jean). La rationalisation des choix politiques. Paris: I.R.S.A., 1975. 227p.

L'auteur définit les objectifs, les conditions et les perspectives d'une méthode nouvelle et scientifique de gouvernaient: la rationalisation des choix politiques utilisable aussi bien en économie libérale que socialiste.

Selon lui, la clef d'une politique scientifique réside dans la réorganisation prioritaire de l'appareil d'information sociale, et en particulier l'établissement chaque année d'un bilan national et la tenue à jour d'une batterie d'indicateurs sociaux couvrant l'ensemble des problèmes économiques, sociaux et politiques suggérant aux gouvernants des milliers d'actions concrètes, enregistrant les résultats positifs ou négatifs de ces actions.

COMMISSIONS D'ENQUETE

56. BARREAU DU QUEBEC. Rapport sur les commissions d'enquête. Québec, mai 1976.

C'est, notamment, à cause des débats et des controverses entourant la création et le fonctionnement de la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) qu'un Comité d'étude a été formé pour examiner les lois régissant les commissions d'enquête et pour faire les recommandations appropriées.

L'ensemble de principes énoncés dans ce rapport touchent les thèmes suivants:

- mandat précis et limité dans le temps des commissions d'enquête
- indépendance et impartialité des commissaires
- audiences publiques ou à huis-clos
- droit de participation des personnes qui ont un intérêt direct et important dans l'objet de l'enquête
- le constat de mauvaise conduite
- mention de personnes lors de la preuve

- pouvoir des commissaires
- outrage ou mépris
- immunité des témoins
- recours aux tribunaux

On trouve également des commentaires sur la Loi des Coroners et la Loi des Enquêtes sur les incendies de même que sur la CECO

CULTURE

57. CHOMBART DE LALE (Paul Henry). La culture et le pouvoir. Paris: Stock, 1975. 386p.

"Nous cherchons à analyser les rapports entre trois catégories de processus: transformations matérielles, transformation des structures et des rapports sociaux et processus psycho-sociaux. Cette préoccupation nous amène à prendre position sur la question du sujet dans la relation individu-groupe-société, sur la querelle des humanismes, sur les risques encourus par l'humanité avec la dégradation de l'environnement et l'explosion démographique, sur les méthodes d'élaboration de la décision, sur l'avenir de la démocratie". (P.H.C. de L.)

58. REGAUD (Jacques). La Culture pour vivre. Paris: Gallimard, 1975. 307p.

Montrer que la culture "est absente de la vie du plus grand nombre mais qu'elle pourrait y trouver place; (...) distinguer ce que l'on peut attendre de l'Etat et ce qui revient à une prise de responsabilité des citoyens des artistes et des animateurs; à travers un inventaire des lettres, du théâtre, du cinéma, des arts plastiques, de l'architecture, de la télévision (...): tel est l'objet de ce livre...".

DURÉE DU TRAVAIL

59. RUSTANT (Maurice). Vers la semaine de 30 heures. Paris: Editions ouvrières, 1975. 134p.

La réduction du temps de travail correspond à une tendance profonde qui s'accélère depuis quelques années. L'auteur expose les différents aspects du phénomène actuel et aussi dans la totalité de la vie active. Des comparaisons internationales montrent les différences de comportement des pays.

L'étude des différents facteurs permet de rechercher jusqu'où vont reculer les limites des temps de travail.

ENTREPRISES - Gestion collective

60. GRANDMASON (Jacques). Une tentative d'autogestion. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1975. 228p.

Cette étude fait état d'une situation de crise existant au sein d'une entreprise moyenne de textile de la région de Montréal, l'usine Regent Knitting devenue récemment "Tricofil". Elle analyse les relations des travailleurs entre eux avec la direction avec le Syndicat et aussi les conditions et les motivations au travail. Elle essaie aussi de cerner les diverses perceptions des individus, et des groupes de l'usine quant à une perte éventuelle d'emploi, quant à la situation économique de l'entreprise et du milieu, quant aux changements technologiques, au recyclage, au reclassement et au perfectionnement, quant aux services gouvernementaux de soutien etc.

61. LEVINSON (Charles). La démocratie industrielle. Paris: Seuil, 1976.

Pourquoi la démocratie s'arrête-t-elle à la porte des entreprises? Les salariés seraient-ils définitivement incapables de les gérer collectivement ou du moins de participer réellement aux décisions qui engagent leur avenir? Selon les pays et les mouvements politiques, les forces syndicales proposent des solutions différentes.

C. Levinson a donné la parole à des leaders syndicalistes de pays très différents. (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, Yougoslavie, Suède, Canada, Autriche, Norvège, Suisse, Israël, Allemagne de l'ouest) qui font état de leurs expériences et de leurs convictions.

GESTION DES EAUX

62. ALHERITIERE (Dominique). Les aspects constitutionnels de la gestion des eaux au Canada. Québec: Centre de recherche sur l'eau, Université Laval, 1973. 2v.

Dans une première partie, l'auteur étudie les compétences générales des provinces en matière de gestion de l'eau et les limites que certaines compétences fédérales de détail peuvent y apporter. (Le Québec, sert le plus souvent d'analyse de référence); la seconde partie rassemble les développements sur le rôle d'en-semble que peut prétendre jouer l'Etat fédéral, soit de façon exceptionnelle, soit de façon habituelle.

GESTION DU PERSONNEL

63. DESPAX (Michel) et PELISSIER (Jean). La gestion du personnel: aspects juridiques. Paris: Ed. Cujas, 1974. 3v. 658.300944D468

Tome I: Les Grands problèmes de la gestion du personnel (398p.)

Les problèmes de recrutement du personnel, la carrière professionnelle du salarié, les mouvements du personnel.

Tome II: Les relations de travail dans l'entreprise (238p.)

La discipline dans l'entreprise - le temps de travail - l'exécution du travail - la rémunération du travail - répercussions sur les salariés des événements affectant la marche de l'entreprise.

Tome III: Les relations sociales dans l'entreprise (304p.)

La mise en place des institutions représentatives du personnel dans les entreprises - l'organisation et le fonctionnement des institutions représentant le personnel et les syndicats dans l'entreprise - la participation dans l'entreprise - revendications et conflits dans l'entreprise.

INFORMATION ECONOMIQUE

64. PIGASSE (Jean-Paul). La difficulté d'informer; vérités sur la presse économique. Paris: A. Moreau, 1975. 334p.

La France figure parmi les pays où les sources de l'information économique sont les plus développées. Mais la France figure en même temps au bas de la liste des grands pays pour ce qui est de l'importance de sa presse économique. Pourquoi ce hiatus?

MISSIONS PERMANENTES

65. APPATHURAI (E.R.). Les missions permanentes auprès des organisations internationales. Tome 3, Bruxelles: Etalissements Emile Bruylant, 1975. 216 p. 341.2M678

Ce troisième tome de l'ouvrage est divisé en trois parties consacrées respectivement aux structures, aux fonctions et à l'influence des missions permanentes accréditées à New-York auprès de l'Organisation des Nations-Unis.

MULTINATIONALES

66. BERTIN (Gilles-Y.)- Les sociétés multinationales. Paris: P.U.F., 1975. 248p.

L'ouvrage se veut une introduction à la connaissance et à l'analyse économique des sociétés multinationales et une réflexion sur les effets qu'elles entraînent.

Après un rappel de ce qu'est la société multinationale et des différentes formes qu'elle prend, une première partie est consacrée à l'étude du processus de croissance internationale de la grande entreprise. Une attention particulière est portée aux aspects déterminants de cette expansion: motivation, stratégies et tactiques du développement...

La seconde partie aborde les effets macroéconomiques ou sectoriels tels qu'ils sont perçus de l'extérieur.

On y examine aussi la nature des rapports entre les états nationaux et les entreprises "à vocation mondiale".

OMBUDSMAN PARLEMENTAIRE

67. GREGORY (Roy) and HUTCHESON (Peter). The parliamentary ombudsman. A study in the control of administrative action. London: Allen and Unwin, 1975. 683p.

Le rôle de l'ombudsman parlementaire en Grande-Bretagne, l'organisation et le fonctionnement de son bureau constituent le thème central de cette étude. On y analyse la question du contrôle de l'action administrative, les origines de cette institution adaptée au système britannique et son impact sur l'administration.

PARTIS POLITIQUES - Canada

68. ENGELMANN (Frederick D.) and SCAWARTZ (M.A.) Canadian political parties: origin, character, impact. Scarborough: Prentice-Hall of Canada, 1975. 358p. 329.971 E57c

Edition revue et augmentée de "Political Parties and the canadian social structure". (1967). Approfondissant leur recherche sur le système politique canadien, les auteurs ont tenté d'examiner le "poids" des partis politiques dans le fonctionnement du régime démocratique, à la lumière des plus récentes théories en cours au Canada.

PERSONNES AGEES

69. BUTLER (Robert N.) Why Survive? Being old in America. New-York: Harper and Row, 1975.

L'auteur, un médecin, établit le diagnostic du troisième âge aux Etats-Unis. A travers des chapitres aux titres bien évocateurs - What about my pension? The Right to work; No place to live; No time to wait; "They are only senile". Houses of death are a lively business; Victimization of the Elderly; Loosening up life; Growing

old absurd... - il examine le corps social que constituent les personnes âgées. Ses observations sont très sévères et c'est tout un programme de réhabilitation qu'il propose aux responsables de son pays afin que la vieillesse ne soit plus synonyme de mort ou de réclusion.

POLITIQUE AGRICOLE

70. O.C.D.E. Examen des politiques agricoles. Paris: O.C.D.E., 1975. 110p.

Le rapport tente dans une première section de mettre en lumière les principales tendances du développement de l'agriculture dans ces dernières années. Les principaux objectifs et domaines de l'action politique sont ensuite mis en discussion. Les mesures politiques sont considérées par rapport aux différents problèmes du secteur agricole. Les questions des marchés mondiaux et des politiques d'échanges font l'objet d'une attention particulière dans cette partie générale. Les différents aspects des politiques d'environnement sont examinés dans leur rapport avec l'agriculture et la société dans son ensemble.

POLITIQUE ANTI-INFLATIONNISTE

71. GOODWIN (Craufurd) and others. Exploitation and controls: The search for wage-price policy 1945-1971. Washington: the Brookings Institution, 1975. 432p.

Depuis 1945, tous les présidents américains qui se sont succédé à la Maison Blanche ont essayé de combattre l'inflation par le biais d'une politique économique quelconque. De Truman à Nixon, la stratégie a varié considérablement sans que la crise inflationniste soit résorbée.

Cet ouvrage collectif, s'appuyant sur des documents officiels, émanant parfois des archives personnelles des présidents Truman, Eisenhower, Kennedy, Johnson et Nixon, retrace l'évolution et fait le bilan de la politique anti-inflationniste des Etats-Unis.

POLITIQUE DU LOGEMENT

72. MEHMAN (Eugene J.) Public housing policy: Convention versus Reality. New Brunswick, New Jersey: Center for Urban Policy Research, Rutgers University, 1975. 181p.

"The primary focus of this study is the operation of federal and local policies. With respect to "conventional" public housing in the City of Saint Louis during the period 1943 to 1969. Narrowly construed, the aim is improvement of public housing policy. Producing a clear statement of the policies that were applied, identifying areas of fail and success, and seeking to account for them systematically can be expected to suggest ways of improving performance..."

POLITIQUE SOCIALE

73. GREFFE (Xavier). La politique sociale. Paris: P.U.F., 1975. 254p.

Xavier Greffe présente la politique sociale et les débats qu'elle implique de la manière suivante:

- Dans un premier temps sont disposés les principaux éléments et instruments de la politique sociale. Dans cette partie, les différents types de mesures sociales, et leur processus d'évaluation sont envisagés.

- Ensuite l'auteur examine l'approche libérale de la politique sociale et les systèmes de mesures sociales auxquels elle donne lieu.

- Dans un troisième temps, l'étude théorique et pratique de la politique sociale en France débouche sur la nécessité de dépasser l'interprétation libérale.

Enfin, des considérations sur l'ensemble des inégalités sociales et le rôle d'une politique sociale terminent l'ouvrage.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

74. O.C.D.E. Rapports annuels sur la politique à l'égard des consommateurs dans les pays membres de l'O.C.D.E., 1975. Paris: O.C.D.E., 1975.

Ces rapports portant sur l'année 1974 décrivent l'évolution intervenue dans le domaine institutionnel, les réglementations nouvelles ou les amendements aux lois existantes qui visent à protéger la sécurité et les intérêts économiques des consommateurs ainsi que les mesures prises pour les informer et les éduquer. Les rapports sont précédés d'un résumé des faits marquants de cette évolution qui souligne les orientations nouvelles d'ordre politique ou juridique.

RÉGIMES MATRIMONIAUX

75. CAPARROS (Ernest). Les lignes de force de l'évolution des régimes matrimoniaux en droit comparé et québécois. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1975. 370p.

E. Caparros fait une synthèse des régimes matrimoniaux qui s'appuie sur une double classification:

- régimes matrimoniaux à base de partage de biens,
- régimes matrimoniaux à base d'indépendance des patrimoines.

Chacune de ces familles se subdivise à son tour selon les techniques de subordination de la femme mariée ou de coordination des époux.

L'auteur constate notamment que les réformes opérées par de nombreux pays dans ce domaine tendent vers un double équilibre:

- d'une part entre les époux
- de l'autre entre les époux et la famille.

C'est selon cette perspective que l'évolution des régimes matrimoniaux est ici explorée, qu'il s'agisse du droit comparé ou du droit québécois.

SUBVENTIONS

76. **SHUNG** (Dieter Helmut). Les aides financières publiques aux entreprises privées en droit français et européen. Paris: Berger - Levraut, 1974. 381p.

Trois catégories d'aides sont considérées dans cette étude: les aides non remboursables, les crédits sur fonds publics et les garanties publiques.

Après avoir dégagé les aspects économiques, politiques et administratifs de la pratique des aides financières publiques, l'auteur examine les règles du droit français et celles du régime des aides dans le cadre du GATT et surtout dans le droit des Communautés européennes.

URBANISME

77. **GRANET** (Paul). Changer la ville. Paris: Grasset & Fasquelle, 1975. 350p.

Dans une double approche psychologique et sociologique, P.G. dresse un tableau de la ville du XXe siècle et tire le bilan de la politique d'urbanisme en France. Il s'attache particulièrement aux questions découlant de l'automobile, de l'organisation des loisirs, de l'architecture, du coût des logements...

URBANISME ET POLITIQUE

78. **BOLAN** (Richard S.) and **RONALD** (Nuttall C) . Urban planning and politics. Toronto: D.C. Heath and Co., 1975. 211p.

Approche théorique des différents problèmes soulevés par la prise de décision et les politiques gouvernementales dans le domaine de la planification urbaine. Des études de cas concernant les villes américaines de Boston et de New-York y sont également insérées.

INDEX

L'index couvre la liste bibliographique des publications gouvernementales et celle des ouvrages récemment catalogués. Les chiffres renvoient aux numéros des notices bibliographiques.

Accidents du travail

- France 37-39

Administration

- Analyse fonctionnelle 51

Agriculture

- Bennes familiales, Etats-Unis 23
- Politique agricole, France 47
- Protection des sols agricoles, Etats-Unis 34

Allemagne (R.D.A.)

- Formation professionnelle 41

Allemagne (R.F.A.)

- Parlaient 42

Analyse avantages-coûts 1

Arbitrage des griefs 52

Assurance-automobile

- "no-fault system", Etats-Unis 24

Autogestion 60-61

Biographies

- Femmes au Fédéral, Canada 9

Campagnes électorales 43-44, 53-54

- Dépenses individuelles, France 43-44
- Financement 54

Canada

- Commerce extérieur 3
- Développement du Nord 17
- Divorce (réforme) 5
- Droit de l'expropriation 8
- Droit de la famille (réforme) 6
- Evolution de l'emploi 7
- Formes en politique 9
- Gendarmerie Royale 10
- Gestion des eaux 62
- Industrie de la construction 12-14
- Marché du travail 15
- Multiculturalisme 16
- Partis politiques 68
- Politique commerciale 3
- Politique de l'énergie
- Politique économique 21
- Ports, réaménagement 19
- Procédure pénale 20
- Protectionnisme 21
- Régime fiscal et commerce 2
- Revendications des Indiens 11
- Structure industrielle 7
- Urbanisation 22

Choix politiques 55

Code du travail 52

Commerce

- Régime fiscal et commerce, Canada 2

Commerce extérieur

- Canada 3

Commissions d'enquête 56

Consommateur

- politique à l'égard des consommateurs 74

Construction voir Industrie de la construction

Culture

- Et le pouvoir 57-58

Danemark

- Personnes âgées, logement 46

Délinquance juvénile

- Législation modèle 25

Démocratie industrielle 60-61

Dépenses électorales

- France 43-44

Développement économique

- France 50

Développement régional

- Québec (prov.) 4

Développement social

- France 50

Divorce (ré forme)

- Canada 5

Droit de l'expropriation

- Canada 8

Droit de la famille

- Canada 6

Eau

- Gestion des eaux, Canada 62

Education

- Politique de l'éducation, R.D.A. 41

Elections

- Campagnes électorales 43-44, 53-54
- Dépenses électorales 43-44
- Législations électorales, Etats-Unis 29

Emplois

- Evolution de l'emploi, Canada 7
- Politique de l'emploi, R.D.A. 41

Energie

- Politique de l'énergie, Canada 18
- Politique de l'énergie, Etats-Unis 26

Entreprises

- Gestion collective 60-61
- Relations de travail 63
- Relations sociales 63

Entreprises privées

- Subventions 76

Etats-unis

- Agriculture 23, 34
- Assurance-automobile 24
- Campagnes électorales 53-54
- Congrès (Parlement) 42
- Fermes familiales, survivance 23
- Formation professionnelle, rôle du Fédéral 27
- Industrie de la construction 28
- Inflation, contrôle 71
- Législations électorales 29
- Personnes âgées 30-33, 69
- Politique anti-inflationniste 71
- Politique de l'énergie 26
- Politique du logement 72
- Politique économique 71
- Sols, utilisation 34
- Substances toxiques, contrôle 35
- Terres agricoles, protection 34
- Vie privée, protection 36

Expropriation

- Droit de l'expropriation, Canada 8

Famille

- Droit de la famille, Canada 6

Femmes en politique

- Canada 9

Fermes familiales

- Survivance, Etats-Unis 23

Formation professionnelle

- Allemagne (R.D.A.) 41
- Rôle du Fédéral, Etats-Unis 27

France

- Accidents du travail 37-39
- Dépenses électorales 43-44
- Développement économique 50

- Développement social 50
- Modes de scrutin 42
- Parlement 42
- Partis politiques, financement 43-44
- Personnes âgées 45-46, 49
- VIIe plan (1976-1980) 50
 - Politique agricole 47
 - Politique d'urbanisme 77
 - Politique de la vieillesse 46
 - Politique sociale 73
 - Presse économique 64
 - Régimes de retraite 45
 - Sécurité routière 48
- Sécurité sociale 49

Gendarmerie Royale du Canada 10

Gestion collective 60-61

Gestion des eaux

- Aspects constitutionnels, Canada 62

Gestion du personnel

- Aspects juridiques 63

Gouvernement

- Choix politiques 55

Grande-Bretagne

- Ombudsman parlementaire 67
- Personnes âgées, logement 46

Indicateurs sociaux 55

Indiens du Canada

- Revendications 11

Industrie de la construction

- Canada 12-14
- Et les pouvoirs publics, Canada 14
- Etats-Unis 28
- Relations patronales-ouvrières, Etats-Unis 28
- Situation de l'emploi, Canada 73

Inflation

- Contrôle, Etats-Unis 71

Information économique

- France 64

Italie

- Parlement 42

Législation électorale

- Etats-Unis 29

Logement

- Politique du logement, Etats-Unis 72

Marché du travail

- Canada 15

Missions permanentes

- Auprès de l'O.N.U. 65

Multiculturalisme

- Canada 16

Multinationales 66

Nord canadien

- Développement économique 17

Ombudsman parlementaire 67

Opposition parlementaire 42

Parlement

- Allemagne (R.F.A.) 42
- Etats socialistes 42
- Etats-Unis 42
- France 42
- Grande-Bretagne 42
- Italie 42

Parlementaires

- France 42

Partis politiques

- Canada 68
- Financement, France 43-44

Pays-Bas

- Personnes âgées, logement 46

Personnel

- Gestion du personnel 63

Personnes âgées

- Action gouvernementale, Etats-Unis 32
- Aide médicale, France 45
- Aide sociale, France 45
- Et le régime fiscal, Etats-Unis 30
- Etats-Unis 30-33, 69
- France 45-46, 49
- **Législation, Etats-Unis 33**
- **Logement 45-46**
- Politique de la vieillesse, France 46
- Programmes nationaux, Etats-Unis 31, 33
- Programmes nationaux, France 45

Planification

- VIIe plan, France 50

Politique

- Rationalisation des choix politiques 55

Politique agricole 70

- France 47

Politique anti-inflationniste

- Etats-Unis 71

Politique commerciale

- Canada 3

Politique de l'énergie

- Canada 18
- Etats-Unis 26

Politique du logement

- Etats-Unis 72

Politique économique

- Canada 21
- Etats-Unis 71

Politique sociale 73

Ports

- Réaménagement portuaire, Canada 19

Poursuites pénales

- Canada 20

Presse économique

- France 64

Procédure pénale

- Canada 20

Protection du consommateur 74

Protectionnisme

- Canada 21

Québec (Prov.)

- Arbitrage des griefs 52
- Commissions d'enquête 56
- Développement régional 4
- Gestion des eaux 62
- Situation économique 4

Régimes matrimoniaux 75

Relations de travail 63

Relations sociales

- Dans l'entreprise 63

Retraite

- Régimes de retraite, France 45

Sécurité routière

- France 48

Sécurité sociale

- France 49

Situation économique

- Québec (Prov.) 4

Sociétés multinationales 66

Sols

- Utilisation, Etats-Unis 34

Sondages 42

Structure industrielle

- Canada 7

Substances toxiques

- Contrôle, Etats-Unis 35

Subventions

- En droit français et européen 76

Terres agricoles

- Protection, Etats-Unis 34

Travail

- Accidents du travail, France 37-39
- Marché du travail, Canada 15
- Réduction du temps de travail 59

Tricofil 60

Troisième âge voir Personnes âgées

Urbanisation

- Canada 22

Urbanisme

- Approche psychologique 77
- Approche sociologique 77
- Et politique 78
- Politique d'urbanisme, France 77

Vie privée

- Protection, Etats-Unis 36

Vieillards voir Personnes âgées

Vote

- Modes de scrutin 42